

**Traitements des ministres des cultes reconnus
(montants annuels bruts en euros) ¹**

Culte catholique	
Archevêque	68 371,77
Évêque	55 127,56
Vicaire général d'archevêché ou d'évêché	20 418,57
Chanoine d'archevêché ou d'évêché	14 830,68
Secrétaire d'archevêché ou d'évêché	14 830,68
Curé	13 409,11
Desservant	13 409,11
Chapelain	13 409,11
Vicaire	13 409,11
Culte protestant	
Pasteur Président du synode	43 228,00
Premier pasteur	18 652,70
Second pasteur, pasteur et secrétaire à la présidence du synode	15 840,77
Pasteur auxiliaire	13 409,11
Culte orthodoxe	
Métropolitaine Archevêque	31 234,69
Archevêque	20 418,57
Évêque	18 652,70
Vicaire général	15 840,77
Secrétaire	14 830,68
Curé-doyen	13 409,11
Desservant	13 409,11
Vicaire	13 409,11
Culte anglican	
Chapelain de l'Église anglicane unifiée (à Anvers et à Ixelles)	15 840,77
Chapelain des autres églises	13 409,11
Culte israélite	
Grand Rabbin de Belgique	31 234,69
Grand Rabbin	20 418,57
Secrétaire du consistoire central israélite	15 840,77
Rabbin	14 397,74
ministre officiant	13 409,11
Culte musulman ²	
Secrétaire général de l'Exécutif des musulmans de Belgique	43 228,00
Secrétaire de l'Exécutif des musulmans de Belgique	20 500,33
Secrétaire adjoint de l'Exécutif des musulmans de Belgique	16 994,30
Imam premier en rang	18 652,70
Imam deuxième en rang	15 840,77
Imam troisième en rang	13 409,11

¹ Ces montants sont liés à l'indice-pivot de la Fonction publique (cf. art. 1^{er}, § 1^{er}, a) de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public) fixé en 1989 à 138,01.

² Une partie de cet article 29bis est entrée en vigueur (à savoir les trois premiers traitements cités) à la date d'entrée en vigueur (*Moniteur belge*, 11 octobre 2005) de l'arrêté royal du 7 octobre 2005 reconnaissant l'Exécutif des musulmans de Belgique issu des élections organisées par la Commission chargée du renouvellement des organes du Culte musulman. Pour les autres postes, la disposition n'entrera en vigueur qu'au fur et à mesure de la reconnaissance par chacune des régions (+ Communauté germanophone) en particulier des communautés et des postes d'imams proposés (cf. supra).